

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 21/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### INTERFORUM

2 Rue de l'Europe  
45300 Sermaises

Références : 11 / 2025.  
Code AIOT : 0010010959

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2024 dans l'établissement INTERFORUM implanté 2 Rue de l'Europe 45300 SERMAISES. L'inspection a été annoncée le 23/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette visite d'inspection est d'examiner notamment :

- le traitement des suites de la mise en demeure du 3 juin 2021 dont l'établissement avait fait l'objet, suite aux constats relevés lors d'une visite d'inspection réalisée le 3 mars 2021 ;
- le traitement des suites de la dernière visite d'inspection du 5 juin 2023, qui n'avait pas permis de solder l'ensemble des points de cette mise en demeure ;
- le respect des dispositions prévues par l'arrêté du 17 janvier 2024 fixant des prescriptions spéciales applicables à l'établissement, et plus précisément son article 5 (Aménagement de plusieurs prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008) et son article 7 (Renforcement des prescriptions dans le cadre des mesures compensatoires proposées).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INTERFORUM
- 2 Rue de l'Europe 45300 SERMAISES
- Code AIOT : 0010010959
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INTERFORUM est le distributeur exclusif du groupe EDITIS, l'un des leaders français de l'édition.

Le site exploité par INTERFORUM à Sermaises est un centre logistique spécialisé dans les présentoirs de livres et brochures. Ces présentoirs de PLV (Publicité sur Lieu de Vente) peuvent être livrés sous plusieurs configurations : montés, mis en forme vides ou pleins.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conformité au dossier de déclaration	AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 3.1.	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.5 (Annexe I)	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Accessibilité des moyens de secours	AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 5.2.	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Sécurité et lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7 (Annexe I)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1. (Annexe I)	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Gestion des	Arrêté Ministériel	/	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	déchets dangereux	du 30/09/2008, article 9.5. (Annexe I)		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Voie engins	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.2 (Annexe I)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
2	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.2 (Annexe I)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 2 (Annexe I)	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Implantation des stockages	AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 5.1.	/	Sans objet
10	Etanchéité des dispositifs de rétention et de confinement des eaux	AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 7.1.	/	Sans objet
11	Confinement des effluents pollués	AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 7.2.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 3.2.2 (Annexe I)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du stockage et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du stockage. [...].</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre du stockage et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>
<b>Constats :</b> <div><div><p><u>Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 05/06/2023 :</u> Absence de voie engin sur la périphérie de la zone de stockage.</p></div><div><p><u>Rappel des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/06/2021 :</u></p><p>La société INTERFORUM est mise en demeure de mettre en conformité les installations qu'elle exploite au 2 rue de l'Europe à SERMAISES, en respectant les dispositions suivantes : [...]</p><p>1.2 dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté :</p><p>- les dispositions du point 3.2.2. de l'Annexe I de l'AM du 30 septembre 2008 susvisé en mettant en place une voie engin sur la périphérie de la zone de stockage ; [...]</p></div></div> <p>Ce constat impacte l'accessibilité des services d'incendie et de secours en cas de sinistre incendie. Il a été relevé pour la première fois lors de la visite d'inspection du 3 mars 2021. En l'absence de mise en conformité sur ce point, Madame la Préfète du Loiret a pris à l'encontre de l'exploitant un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 3 juin 2021 l'enjoignant de respecter les dispositions de l'article 3.2.2. de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 30</p>

de respecter les dispositions de l'article 3.2.2. de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008.

Par un dossier du 11 décembre 2021, complété le 31 janvier 2022, l'exploitant a formulé plusieurs demandes d'aménagement des prescriptions générales qui lui sont applicables, et notamment celles de l'article 3.2.2 relatives à la voie engins, et proposé plusieurs mesures compensatoires. A l'issue de l'instruction de ces demandes, l'établissement a fait l'objet d'un APS (Arrêté de Prescriptions Spéciales) en date du 17 janvier 2024. L'article 5.2. porte modification de la prescription initialement applicable au titre de l'arrêté ministériel susvisé et contrôlée lors des visites du 03/03/2021 et 05/06/2023.

De facto, la mise en demeure de mettre en conformité les installations au titre des dispositions de l'article 3.2.2. de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 (cf. Article 1er, alinéa 1 du 1.2., de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 juin 2021) n'est aujourd'hui plus applicable à l'établissement.

**Constat :** La prescription initialement contrôlée par l'inspection sur ce point, basée sur l'arrêté ministériel susvisé, n'est plus applicable à l'établissement suite à la notification d'un arrêté de prescriptions spéciales. L'inspection des installations classées va informer l'autorité préfectorale de ce point.

Néanmoins, la réalisation effective de la voie engins est contrôlée par l'inspection au titre du point de contrôle n°7 du présent rapport sur la base des nouvelles prescriptions applicables au titre de l'article 5.2. de l'Arrêté de Prescriptions Spéciales susvisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.2 (Annexe I)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

### Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient

récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage des dépôts couverts. [...].

#### Constats :

##### Rappel des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 03/06/2021 :

La société INTERFORUM est mise en demeure de mettre en conformité les installations qu'elle exploite au 2 rue de l'Europe à SERMAISES, en respectant les dispositions suivantes : [...]

1.2 dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté : [...]

- les dispositions du point 6.2. de l'Annexe I de l'AM du 30 septembre 2008 susvisé en mettant en place un dispositif de confinement des eaux d'extinction [...]

Il s'agit d'un point de contrôle transféré d'affaires précédentes, constituant un écart non soldé à ce jour ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 03/06/2021.

En effet, cette non-conformité du réseau de confinement des eaux avait été une nouvelle fois relevée dans le rapport de la dernière visite d'inspection réalisée le 5 juin 2023 sur le site de Sermaises (Constat C3 : "L'exploitant ne justifie pas des mesures prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie").

Le jour de la visite d'inspection du 5 juin 2023, l'exploitant avait présenté (sur la base d'une étude et d'un devis chiffré par la société SADE) le projet d'un réseau de collecte et de confinement des eaux comportant notamment la suppression de trois puisards d'infiltration, une redirection des eaux vers la zone en sous-sol (libellée "Zone 6" par l'exploitant) appelée à constituer une partie de la capacité de rétention requise, ainsi que l'équipement du dernier regard avant rejet vers le réseau public avec une vanne de barrage asservie à la détection incendie.

En phase préparatoire de la visite d'inspection du 8 novembre 2024, objet du présent rapport, l'exploitant a communiqué le D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés) de la société SADE décrivant la construction de ce réseau de confinement en deux phases (les travaux ayant débuté en 2023 pour se terminer en 2024).

Ces travaux visant à assurer une gestion efficace des eaux pluviales et d'extinction incendie ont consisté à créer :

- un réseau de collecte sur l'ensemble du bâtiment pour canaliser toutes les eaux pluviales vers un exutoire unique équipé d'une vanne de sectionnement asservie au système de détection incendie ;
- des murets et des réhausses des bordures existantes en vue d'assurer le volume de confinement des eaux d'extinction requis, dont la majeure partie sera orientée vers la zone au sous-sol de la Zone 4 de l'entrepôt (zone de picking, montage et remplissage de présentoirs). Ce sous-sol

constitue la Zone 6 de l'entrepôt.

L'exploitant a également communiqué à l'inspection le procès-verbal de réception (sans réserve) des travaux supra, signé par l'entreprise SADE et le maître d'ouvrage EDI8 (INTERFORUM - Groupe EDITIS) en date du 18 juillet 2024.

**Constat de conformité :** Le jour de la visite, un réseau de collecte et de confinement des eaux d'extinction couvrant l'ensemble du site a été réalisé. La vanne de sectionnement motorisée a été mise en oeuvre conformément au DOE. L'exploitant justifie donc de la mise en oeuvre de mesures concrètes pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Au regard du constat supra, l'inspection va proposer à l'autorité préfectorale une levée de la mise en demeure du 3 juin 2021 sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Conformité au dossier de déclaration

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 3.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Conformité aux plans et données techniques du dossier de modifications

##### **Prescription contrôlée :**

Les installations objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé susvisé (\*).

*(\*) : se référer au dossier de modifications des installations du 11 décembre 2021 et complété le 31 janvier 2022, réalisé par le bureau d'études ATÉLICE CONSEIL, dans le projet de mettre en conformité les installations exploitées par la société INTERFORUM sur le site de SERMAISES.*

##### **Constats :**

L'inspection constate que plusieurs aménagements sur le site ne sont pas conformes aux éléments présentés dans la dernière version (janvier 2022) du dossier de modifications des installations réalisé par le bureau d'études ATÉLICE CONSEIL présentant le projet de mise en conformité des installations au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des ICPE.

NB : Les références des chapitres et alinéas visés ci-dessous sont celles du dossier de modifications susvisé.



**- Matérialisation de la limite d'implantation des stockages vis-à-vis des limites de propriété :**

Au chapitre 3.1. "Prescriptions préventives" (3.1.1. *Conformité du site vis-à-vis des prescriptions*) la Figure 4 (un plan de masse) présente la restructuration des stockages prévue et proposée par l'exploitant afin de respecter les distances réglementaires vis-à-vis des limites de propriété. Le plan matérialise une zone d'exclusion de stockage de couleur jaune, ainsi qu'un tracé en bleu représentant une distance aux limites de propriété d'environ 15 mètres. L'exploitant indique par ailleurs que cette restructuration sera matérialisée au sol par des lignes de peinture.

Ce point a fait l'objet d'une vérification par sondage le jour de la visite.

Ce tracé n'est pas conforme aux éléments de terrain, puisque c'est en réalité la limite de 10 mètres qui a été retenue (Cf. point de contrôle n°5 du présent rapport). La limite d'implantation autorisée du stockage dans l'entrepôt ne se situe donc pas physiquement aux distances indiquées par le plan de la Figure 4.

Par exemple, ce tracé bleu présente des distances aux murs extérieurs de l'entrepôt allant de 8,35 mètres (mur Est de la Zone 2) à 9,10 mètres (mur Nord des zones 1, 3 et 5), et jusqu'à 10,75 mètres (mur Est de la Zone 1) alors que la ligne de couleur peinte au sol dans les zones 1, 2, 3 et 5 est en réalité beaucoup plus proche des murs d'enceinte, sans remettre en cause le fait que celle-ci se situe à 10 mètres des limites de propriété.

Le plan de restructuration des stockages présenté dans le dossier susvisé n'est donc pas conforme aux éléments de terrain.

**- Murs coupe-feu dans la partie centrale de l'entrepôt :**

Au chapitre 2. "Présentation de l'organisation du site" la Figure 1 présente l'organisation des stockages dans l'entrepôt. Un mur identifié comme "coupe-feu" est matérialisé sur ce plan de masse par un trait rouge séparant l'entrepôt en deux grands espaces :

- un espace constitué de : Zone 2 + Zone 4 + quai intérieur de chargement-déchargement ;
- un espace constitué de : Zone 1 + Zone 3 + Zone 5 + les zones de transit, préparation avec bureau, expédition des navettes, locaux techniques et chaufferie gaz.

D'après ce plan, des murs coupe-feu relient la façade Ouest de l'entrepôt (côté rue de l'Europe) à sa façade Est (côté CHIMIE LOIRE).

L'inspection note sur le site l'absence de mur coupe-feu séparant la zone intérieure de manutention située au niveau des quais de chargement-déchargement et la Zone 5 (commandes en attente d'expédition) proche des locaux techniques.

La paroi séparative coupe-feu matérialisée sur le plan n'existe en réalité dans l'entrepôt que sur les segments suivants :

- entre la Zone 3 et la Zone 2 (le dossier indique dans son estimation des flux thermiques qu'il s'agit d'un support autostable REI 120 et des panneaux sandwich REI 120) ;
- entre la Zone 1 et la Zone 2 (la Zone 1 a été floquée, avec un temps de résistance au feu du flocage qui n'est pas connu, le mur de séparation avec la Zone 2 est un mur en parpaings enduit).

Le plan de l'organisation des stockages présenté dans le dossier susvisé n'est donc pas conforme aux éléments de terrain pour les murs coupe-feu positionnés en partie centrale de l'entrepôt. Par voie de conséquence, la modélisation Flumilog des flux thermiques d'un incendie de l'entrepôt réalisée dans le dossier est à revoir.

**Constat d'écart: L'implantation des stockages et des murs coupe-feu n'est pas totalement**

conforme aux éléments présentés dans le dossier de modifications déposé par l'exploitant en janvier 2022, ce qui est susceptible de remettre en cause les conclusions et résultats de l'étude de flux thermiques d'un incendie de l'entrepôt, réalisée sur Flumilog.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en adéquation les éléments du dossier de modifications susvisé et la réalité physique actuelle de l'entrepôt de Sermaises. Pour ce faire, il devra :

- modifier le plan libellé "restructuration des stockages", et notamment le positionnement de la ligne au sol matérialisant la limite d'implantation des stockages vis-à-vis des limites de propriété, au regard de la limite de 10 mètres qui avait été retenue ;
- modifier le plan libellé "organisation des stockages" qui doit fixer le positionnement effectif des murs coupe-feu dans la partie centrale de l'entrepôt ;
- revoir l'estimation des flux thermiques dans l'entrepôt au regard de l'absence de mur coupe-feu entre la zone de manutention face aux quais et la Zone 5 (commandes en attente d'expédition) proche des locaux techniques.

**Les éléments modifiés seront intégrés dans une version actualisée du dossier de modifications de janvier 2022, qui sera communiquée à la préfecture du Loiret.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Désenfumage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 5.5 (Annexe I)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des trappes de désenfumage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre

**Constats :**

Ce point de contrôle est repris ici au titre du rapport de la dernière visite d'inspection du site, réalisée le 5 juin 2023. Ce point faisait l'objet d'un relevé d'écart (Constat C1 : "Absence de conformité de l'exutoire de fumées n°12"), non soldé à ce jour.

L'exploitant communique à l'inspection le 7 novembre 2024 les bons d'intervention de son prestataire K.C.D. FLAM au titre des années 2023 et 2024 :

- le bon d'intervention 2023, daté du 7 septembre 2023 indique qu'il faut prévoir le

remplacement des ouvrants n°3, n°7 et n°14.

- le bon d'intervention 2024, non daté, reprend la remarque formulée dans le bon d'intervention supra, à savoir qu'il faut prévoir le remplacement des ouvrants n°3, n°7 et n°14.

L'exploitant INTERFORUM étant simple locataire de l'entrepôt, il indique à l'inspection avoir émis une demande d'achat auprès du propriétaire ED18 pour faire remplacer les trois ouvrants défectueux.

Tous les autres ouvrants sont réputés opérationnels, ce qui permet de lever l'écart relevé lors de la dernière inspection en juin 2023 au titre du Constat C1 : "Absence de conformité de l'exutoire de fumées n°12".

**Constat d'écart:** L'installation de désenfumage du site n'est pas conforme : trois exutoires de désenfumage (n°3, n°7 et n°14) sont à remplacer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant communiquera à l'inspection le compte-rendu de remplacement des trois ouvrants par son prestataire, dès que ce document sera disponible.

L'inspection rappelle que ces exutoires de fumées constituent des systèmes de sécurité dont la remise en conformité doit être considérée comme prioritaire au regard du risque accidentel (risque d'aggravation d'un incendie et difficulté d'évacuation).

**En vue d'assurer la capacité opérationnelle de son système de désenfumage (le bon d'intervention de 2024 du prestataire reprenant des observations que celui-ci avait déjà portées dans son bon d'intervention de 2023) l'inspection recommande à l'exploitant de faire réaliser le remplacement des trois ouvrants défectueux dans les meilleurs délais.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 2 (Annexe I)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des produits stockés. Ces documents sont tenus en permanence, de manière

facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant communique à l'inspection le jour de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un état des stocks du site de Sermaises arrêté au 6 novembre 2024, présentant pour chaque zone à vocation logistique (Zones 1 à 5) un tonnage, un volume et un nombre de palettes stockées.</li> </ul> <p>Note de l'inspection : la Zone 6, située en sous-sol de la Zone 4, doit absolument rester vide de tout stockage car elle constitue la majeure partie de la zone de confinement des eaux d'extinction. L'exploitant a bien identifié cette obligation. Le jour de la visite il est constaté que la zone 6 est bien vide de tout stockage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de masse des différentes zones de l'établissement (stockage, préparation des commandes, montage et remplissage des présentoirs, expédition, transit, locaux techniques).</li> </ul> <p>L'état des stocks présente les éléments suivants, pour chaque zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone 1 : 497 m<sup>3</sup>, soient environ 414 palettes ;</li> <li>- Zone 2 : 1 572 m<sup>3</sup>, environ 1 310 palettes ;</li> <li>- Zone 3 : 1 027 m<sup>3</sup>, environ 856 palettes ;</li> <li>- Zone 4 : 183 m<sup>3</sup>, environ 153 palettes ;</li> <li>- Zone 5 : 456 m<sup>3</sup>, environ 380 palettes.</li> </ul> <p>Concernant la disponibilité de ces données, l'exploitant indique à l'inspection qu'il serait en mesure de produire un extrait de cet état des stocks et de le présenter aux services d'incendie et de secours en situation accidentelle, y compris en cas de coupure des utilités du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Implantation des stockages

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation des stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Les prescriptions de l'article 3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié susvisé sont ainsi modifiées :</b></p> <p>« Les limites du stockage sont implantées à une distance de l'enceinte de l'établissement d'au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 mètres pour les installations d'un volume supérieur à 10 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• 10 mètres pour les installations d'un volume inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Le stockage peut être implanté à une distance inférieure de l'enceinte en cas de matérialisation au sol, dans les cellules et par des lignes de peinture, les zones d'interdiction de stockage permettant de respecter les distances de 15 ou 10 mètres.</p> <p>Les éléments de démonstration du respect des normes en vigueur les concernant sont tenus à la</p>

disposition de l'inspection des installations classées. Le stockage est par ailleurs situé à plus de 15 mètres de tous les produits et installations susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage ».

#### Constats :

L'exploitant avait communiqué en début d'année 2022 à l'inspection un dossier produit par le bureau d'études ATÉLICE CONSEIL, daté du mois de janvier 2022, réalisant un diagnostic réglementaire et technique du site de Sermaises concernant la gestion du risque incendie. Sur le sujet de l'implantation des stockages vis-à-vis des limites de propriété (analyse de conformité aux prescriptions de l'article 3.1. de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008), le dossier indiquait que la distance prescrite n'était pas respectée.

En effet, cette distance réglementaire est fixée à :

- 15 mètres pour une installation de plus de 10 000 m<sup>3</sup> ;
- 10 mètres pour une installation de moins de 10 000 m<sup>3</sup>.

Le volume de stockage déclaré par l'exploitant en 2016 au titre de la rubrique 1530-3 ("Stockage de papiers, cartons, y compris les produits finis") s'élevait à 10 261 m<sup>3</sup>.

En revanche, le dossier de diagnostic présenté en janvier 2022 relevait un volume total de 4 205 m<sup>3</sup> de matières combustibles stockées dans l'entrepôt.

A cette même période, en vue de respecter les distances réglementaires, la société INTERFORUM avait engagé une restructuration des zones de stockages autorisées, s'engageant à les matérialiser par des lignes de peinture au sol.

L'état des stocks présenté à l'inspection le 8 novembre 2024 (Cf. point de contrôle n°4 du présent rapport) présente un volume de stockage total d'environ 3 700 m<sup>3</sup> dans les cinq zones de l'entrepôt.

**C'est donc effectivement la distance réglementaire de 10 mètres qui s'applique au site de Sermaises concernant l'implantation des stockages vis-à-vis des limites de propriété.**

Sur le site, l'inspection constate qu'une ligne de couleur rouge peinte au sol matérialise la limite d'implantation autorisée des stockages, en vue de respecter cette distance minimale. Pour les zones qui en sont équipées, l'occupation des racks est donc organisée en conséquence par l'exploitant.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Accessibilité des moyens de secours

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 5.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité du stockage

#### Prescription contrôlée :

**Les prescriptions du premier alinéa de l'article 3.2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié susvisé sont ainsi modifiées :**

« Une voie " engins " est maintenue dégagée pour la circulation au droit des zones de quais et de stationnement des véhicules légers (ci-après VL).

A l'extrémité de la voie engins desservant l'aire de stationnement VL, une aire de retournement

de 11 mètres de rayon est créée pour permettre la manœuvre des engins du SDIS.

La voie de desserte de cette aire de retournement est conforme aux prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008 modifié susvisé.

Depuis l'aire de retournement, un chemin de 2 mètres de large en concassé permet d'accès à l'angle Sud-Est du bâtiment.

En complément, un portail est implanté dans la clôture mitoyenne avec les parcelles 414 et 673 de la section OG de la feuille cadastrale de la commune de SERMAISES.

Ce portail de 3 mètres de large permet au SDIS de déployer des moyens de lutte contre l'incendie. Le portail fait l'objet d'un test d'ouverture semestriel.

Ce test fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une convention de passage est signée avec les propriétaires des parcelles 225, 414 et 673 de la section OG de la feuille cadastrale de la commune de SERMAISES.

Cette convention prévoit les conditions d'ouverture des accès pour permettre au SDIS de déployer les moyens nécessaires à la lutte d'un incendie de cellule. ».

#### **Constats :**

1/ Création d'une voie engins avec aire de retournement, se prolongeant par un chemin d'accès à l'angle Sud-Est du bâtiment, cette voirie devant permettre l'accès des services de secours en zone Sud du site :

En l'absence d'une voie d'accès à l'ensemble de la périphérie de l'entrepôt, il était prévu de réaliser sur le site - à l'issue des travaux du réseau de confinement des eaux - une "voie pompiers" équipée d'une aire de retournement, permettant un accès aux engins et aux personnels du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) à la partie Sud du bâtiment.

L'inspection constate sur le site la présence d'une voie débutant au niveau du parking VL d'environ trois mètres de largeur, passant par l'angle Sud-Ouest du bâtiment, débouchant sur une aire de retournement circulaire d'une dizaine de mètres de rayon environ située à proximité de l'implantation de la nouvelle vanne de barrage des effluents, cette aire se poursuivant par un chemin d'environ deux mètres de largeur, permettant un accès pompier à l'angle Sud-Est du bâtiment.

L'exploitant fournit à l'inspection le devis daté du mois de janvier 2022 de l'entreprise DAUVILLIERS ayant réalisé ces travaux, indiquant la réalisation d'une "voie pompiers" d'une largeur de trois mètres et d'une aire de retournement d'un rayon de 11 mètres. Concernant les matériaux utilisés, l'entreprise avait indiqué dans son offre "fourniture et mise en oeuvre de calcaire 0/31,5 ou béton concassé sur 0,30 m, y compris géotextile".

Au titre des prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2008, la voie doit résister à "la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN [...]", soit un peu plus de 16 tonnes.

**En l'état des éléments présentés à l'inspection, la force portante de la voie engins réalisée ne peut être confirmée.**

2/ Présence de portails permettant l'accès des services d'incendie et de secours au Nord et au Sud du site exploité par INTERFORUM :

Il est prescrit l'implantation de portails au niveau de la clôture mitoyenne avec les parcelles n°414 (site de la société GESTAMP SOFEDIT) et n°673 (site de la SARL RENAULT Rinco Automobiles) situées respectivement au Nord et au Sud du site INTERFORUM.

L'inspection constate la présence d'un portail d'une largeur approximative de trois mètres dans la clôture mitoyenne avec la parcelle n°673 (site RENAULT Rinco Automobiles). L'exploitant présente à l'inspection une fiche d'enregistrement d'un test réalisé le 16 octobre 2024 confirmant

le bon fonctionnement de ce portail. Ce type de test fait l'objet d'un enregistrement dans la GMAO de l'exploitant.

La clôture mitoyenne avec la parcelle n°414 (site GESTAMP SOFEDIT) n'est pas équipée d'un portail, en revanche l'accès des moyens des services d'incendie et de secours à la partie Nord du site INTERFORUM serait possible par la rue de l'Europe, en empruntant le portail d'accès à la zone réception du site voisin exploité par GESTAMP SOFEDIT, qui débouche sur une voie bitumée de 6 à 7 mètres de largeur environ.

De plus, l'accès aux bâtiments d'INTERFORUM est possible pour le SDIS sur toute la partie Ouest du site via la rue de l'Europe, cette partie du site ne disposant pas de clôture extérieure.

Dans les deux cas, une convention signée entre les différents propriétaires des parcelles doit permettre un accès des services d'incendie et de secours avec casse de la chaîne cadenassée équipant les différents portails.

**Les portails visant à permettre l'accès aux moyens du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) au Nord et au Sud du site d'INTERFORUM sont présents et fonctionnels.**

3/ Signature d'une convention de passage avec les propriétaires des parcelles voisines n°225, 414 et 673 :

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant présente la convention d'utilisation du portail situé entre les sites INTERFORUM et le site de la SARL RENAULT Rinco Automobiles (propriétaire de la parcelle n°673).

L'exploitant indique à l'inspection :

- qu'une convention a été signée avec la société voisine CHIMIE LOIRE (propriétaire de la parcelle n°225), sans toutefois présenter ce document à l'inspection ;
- qu'une proposition de convention a été déposée pour signature auprès de la société GESTAMP SOFEDIT (propriétaire de la parcelle n°414).

**A la date de la visite d'inspection, les trois conventions de passage des services d'incendie et de secours avec les propriétaires des parcelles voisines (n°225, 414 et 673) n'étaient donc pas toutes validées et disponibles.**

**Constat d'écart :** L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection l'ensemble des conventions de passage des moyens du SDIS en cas de sinistre, qui doivent être signées par les propriétaires des parcelles voisines.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection considère que l'exploitant pourrait utilement solliciter le SDIS pour qu'un test de la voie et de l'aire de retournement soit réalisé avec l'un de leurs engins, en vue de vérifier si la voirie réalisée présente la résistance requise au passage et aux manoeuvres de retournement d'un véhicule de 16 tonnes. Le cas échéant, il transmettra à l'inspection un élément probant de cette validation de portance.

L'exploitant fournira à l'inspection une copie de la convention de passage signée avec les sociétés voisines GESTAMP SOFEDIT et CHIMIE LOIRE.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

N° 8 : Sécurité et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 7 (Annexe I)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;

[...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau [...].

**La prescription de l'alinéa supra est modifiée par l'arrêté de prescriptions spéciales du 17 janvier 2024 applicable à l'établissement, selon l'article 5.4. suivant :**

«- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public permettant de délivrer un débit de 432 m<sup>3</sup>/h en simultané et de fournir un débit minimal de 60m<sup>3</sup>/h chacun.

En complément, l'exploitant identifie la réserve d'eau incendie de 500 m<sup>3</sup> de la zone industrielle dans la stratégie incendie de l'établissement ; [...].

Constats :

Le dossier de modifications des installations du 11 décembre 2021 et complété le 31 janvier 2022, réalisé par le bureau d'études ATÉLICE CONSEIL dans un projet de mise en conformité des installations du site INTERFORUM, présentait au point 3.2.3. une stratégie d'extinction incendie. Concernant les moyens externes de lutte contre l'incendie, le dossier tablait sur la disponibilité de nombreux hydrants dans la zone d'implantation d'INTERFORUM, dont notamment trois poteaux incendie situés dans un rayon de 100 mètres et délivrant chacun (selon les données de la mairie de Sermaises) au moins 100 m<sup>3</sup>/h.

Le dossier indiquait également que le centre de secours de Sermaises était très proche de la zone d'activité et qu'il existait une réserve d'eau incendie à proximité, sans toutefois mentionner le volume d'eau théorique présenté par cette réserve.

Concernant les trois hydrants situés dans le rayon de 100 mètres autour du site INTERFORUM, le dossier présentait des résultats de mesures de débit réalisées le 8 avril 2019 de 102, 152 et 126 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar, concluant à la capacité de ces trois poteaux de délivrer un volume cumulé de 380 m<sup>3</sup>/h d'eau d'extinction incendie.

Deux autres poteaux étaient recensés dans le dossier, au-delà de ce rayon de 100 mètres, ceux-ci présentant (au titre du même relevé de mesures de débit que les trois poteaux supra) un débit respectif de 117 et 165 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Le jour de la visite, l'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer le dernier rapport des mesures de débit des poteaux incendie, celui-ci devant être en mesure, au regard de la prescription supra, de "justifier à l'autorité préfectorale la disponibilité effective des débits



d'eau".

L'exploitant indique à l'inspection ne pas disposer de relevés plus récents que ceux présentés dans le dossier de modifications susmentionné, qui sont datés du mois d'avril 2019.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne justifie pas de la disponibilité effective des différents hydrants constituant les principaux moyens externes de lutte contre l'incendie de son site. Le débit de ces poteaux incendie publics doit être mesuré individuellement et en simultané sur plusieurs poteaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit communiquer à l'inspection le dernier rapport des mesures de débit des cinq poteaux incendie que le dossier de diagnostic réglementaire et technique d'ATÉLICE CONSEIL présentait en janvier 2022 comme principaux moyens externes de lutte contre l'incendie.

La mesure de débit doit s'effectuer pour chaque poteau individuellement, mais aussi en simultané sur plusieurs poteaux. En effet, s'il s'agit d'un réseau unique d'alimentation des hydrants publics de la zone industrielle de Sermaises, la mise en oeuvre de plusieurs poteaux incendie simultanément est susceptible d'impacter significativement le débit attendu.

La réserve d'eau de la zone industrielle (située rue du Croc aux Renards, à proximité de l'établissement UNION DISTRIBUTION) ayant été identifiée dans le dossier susvisé comme moyen externe complémentaire de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit vérifier sa disponibilité effective auprès des services municipaux et se faire confirmer le volume d'eau que celle-ci présente, ainsi que son entretien en bon état. Il communiquera cette information à l'inspection des installations classées au titre des suites du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Rétention des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 6.1. (Annexe I)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etanchéité des zones de rétention

**Prescription contrôlée :**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol et nécessaires à l'exploitation du stockage est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**Constats :**

Lors de sa visite du 8 novembre 2024, l'inspection réalise les constats détaillés ci-dessous.

A l'extérieur des bâtiments, au sol de la zone prévue pour la rétention des eaux d'extinction :

- il existe des défauts d'intégrité des enrobés au niveau de la zone extérieure bitumée permettant

l'accès aux locaux techniques (chaufferie fioul et local TGBT) et au sous-sol de la Zone 4 (ce sous-sol constituant la Zone 6 de l'entrepôt). Cette zone participant à constituer le volume requis pour le confinement des eaux d'extinction, il faut en optimiser l'étanchéité.

Dans le local chaufferie fioul, l'inspection note :

- la présence dans le mur du fond d'un axe traversant une plaque en métal (il s'agit probablement d'un arbre d'entraînement issu d'une ancienne installation) et d'un ancien collecteur, ainsi que deux plaques métalliques d'obturation fixées dans le mur en briques situé derrière la chaudière gaz. La porte d'accès n'est pas équipée d'un muret ni d'une réhausse, la zone extérieure bitumée est en légère pente et le sol de ce local se situant en contrebas, il est appelé à être inondé par les eaux d'extinction sur une hauteur d'eau que l'on pourrait estimer à environ 1,20 m en cas de sinistre incendie majeur. **Les différentes ouvertures situées dans ce mur du fond doivent donc être comblées**, en l'absence de visibilité sur le dimensionnement et l'étanchéité des cavités.
- la présence d'un vase d'expansion à membrane raccordé au réseau de la chaufferie, posé au sol sur un support métallique, qui devrait être surélevé pour se trouver au-dessus du niveau théorique d'immersion du local.

Au sous-sol (nommée Zone 6 de l'entrepôt), dans l'ancienne "salle des groupes", l'inspection note la présence d'une voie d'aération souterraine de l'ancien groupe électrogène, débouchant sur un regard à grille à l'extérieur du bâtiment côté Sud.

Selon l'étude présentée dans le dossier de modifications, ce conduit pourrait également recueillir une partie des eaux d'extinction, aussi il conviendrait de vérifier son intégrité et son étanchéité dans cette partie souterraine.

En revanche, l'inspection constate l'intégrité apparente du revêtement de sol et des murs du sous-sol ; c'est un point positif dans la mesure où cette zone en sous-sol est appelée à constituer une grande partie du volume de confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre incendie. L'étude de dimensionnement des eaux de rétention estimait en effet que la zone en sous-sol pourrait recueillir l'eau sur une hauteur de 40 cm, sachant que naturellement la pente du terrain conduirait les eaux vers le sous-sol du bâtiment.

**Constat d'écart : L'étanchéité de la zone de confinement prévue pour les eaux d'extinction n'est pas totalement assurée au niveau de la zone extérieure bitumée, dans le local de la chaufferie au fioul, ainsi qu'au niveau de la voie d'aération souterraine de l'ancien groupe électrogène.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard des constats visuels réalisés par l'inspection, l'étanchéité de la voirie située dans la zone extérieure de confinement des eaux d'extinction du site ne paraît pas totalement assurée, ainsi que celle d'un des murs du local de la chaufferie fioul et de la voie d'aération souterraine de l'ancien groupe électrogène partant de la "salle des groupes" et débouchant à l'extérieur du bâtiment.

L'exploitant devra mener les actions correctives suivantes :

- reprendre les défauts d'intégrité du revêtement de sol (enrobés) de la zone extérieure bitumée permettant l'accès au sous-sol (nommée Zone 6 de l'entrepôt) et aux locaux techniques (chaufferie fioul et TGBT) ;
- obturer les différentes ouvertures murales au fond du local chaufferie (voir détails au champ Constats supra) ;
- surélever le support du vase d'expansion à membrane et l'arrimer par des fixations au sol ou au

<p>mur, afin qu'il soit maintenu en place en cas d'immersion du local ;</p> <p>- vérifier l'intégrité et l'étanchéité de la voie d'aération souterraine de l'ancien groupe électrogène, au départ du conduit situé dans le sol de l'ancienne salle des groupes.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les preuves documentaires et/ou photographiques de la réalisation de ces travaux correctifs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Etanchéité des dispositifs de rétention et de confinement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 7.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne et registre des opérations d'entretien préventif
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention et de confinement des eaux d'extinction. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une consigne de vérification visuelle des ouvrages réalisés pour assurer la rétention des eaux d'extinction sur son site. Le directeur des services techniques d'INTERFORUM indique à l'inspection que cette vérification est à réaliser une fois par an et qu'elle fait l'objet d'un enregistrement dans la GMAO locale.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Confinement des effluents pollués**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Spéciales du 17/01/2024, article 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en oeuvre de la vanne d'isolement du réseau de collecte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif permettant le confinement des eaux polluées, étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>A minima, les réseaux d'eaux précités sont équipés d'une vanne d'isolement en amont du point de rejet dans le réseau public.</p> <p>Le bon fonctionnement de cette vanne fait l'objet d'un essai semestriel.</p> <p>Cet essai fait l'objet d'un enregistrement dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le D.O.E. de la société SADE (Cf. point de contrôle n°2 du présent rapport) détaillait la création d'un collecteur pour canaliser les eaux pluviales vers un exutoire unique muni d'une vanne asservie au système de détection incendie du site.</p> <p>A proximité de l'aire de retournement de la voie pompiers, l'inspection constate la présence d'un grand regard positionné à l'extrémité du réseau de collecte des effluents du site avant leur rejet vers le réseau public.</p> <p>Ce regard construit en début d'année 2024 à l'occasion des travaux de confinement des eaux a été équipé d'une vanne de barrage fonctionnant en mode automatique et/ou manuel.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que le bon fonctionnement de cette vanne martellière est testé à l'occasion de la vérification semestrielle du système de détection incendie, à laquelle le dispositif de confinement est asservi.</p> <p>Celui-ci communique à l'inspection le jour de la visite un compte-rendu d'intervention de la société RCE (SAS DELACRESSONNIÈRE SÉCURITÉ) daté du 10 octobre 2024, indiquant qu'un test de fonctionnalité de la vanne de barrage du réseau d'eaux pluviales a été réalisé et que la vanne s'est bien fermée lors de ce test.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Gestion des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article 9.5. (Annexe I)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>[...] L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au sous-sol (nommée Zone 6 de l'entrepôt), dans l'ancienne "salle des groupes", l'inspection note la présence de plusieurs batteries anciennes entreposées hors rétention, des armoires électriques, ainsi qu'une cuve de fioul non vide.</p> <p><b>Constat d'écart :</b> Présence de déchets et d'installations non mises en sécurité dans l'ancienne salle des groupes située au sous-sol (Zone 6 de l'entrepôt).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est demandé à l'exploitant de mener les actions suivantes dans l'ancienne salle des groupes :

- éliminer les différents déchets ;
- évacuer les batteries et le cas échéant, les éliminer en tant que déchets ;
- réaliser la vidange, le dégazage et le nettoyage de la cuve de fioul.
- mettre en sécurité les installations obsolètes et le cas échéant, de les éliminer en tant que déchets.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les preuves documentaires et/ou photographiques de la réalisation de ces travaux correctifs ainsi que les bordereaux de suivi des déchets correspondants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois